

attribuable aux pays en développement n'appartenant pas à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), principalement la Chine. Il y a eu accroissement des exportations dans toutes les grandes catégories (les produits énergétiques venant en tête avec une hausse de 27,9 %), sauf celles des produits forestiers, des produits automobiles et des produits de l'agriculture et de la pêche, dans lesquelles les exportations ont fléchi de 7,4 %, de 2,2 % et de 1,7 % respectivement. Si on examine la destination, 81,4 % des produits ont été exportés aux États-Unis; seulement 6,3 % ont été expédiés vers l'Union européenne (UE) et 2,3 % vers le Japon.

D'une valeur annuelle totalisant presque 76,4 milliards de dollars, les importations de services l'ont emporté sur les exportations, dont la valeur s'est élevée à 63 milliards de dollars en 2005. Par conséquent, le déficit dans les échanges de services, de 12,7 milliards de dollars en 2004, est passé à 13,4 milliards de dollars. Le déficit des recettes du tourisme s'est aussi creusé, pour atteindre 1,3 milliard de dollars, en raison du moins grand nombre de visiteurs américains au Canada et des dépenses accrues des Canadiens aux États-Unis et ailleurs, par rapport à l'année précédente. Le déficit sur le plan des services de transport a progressé à 5,8 milliards de dollars en 2005, de 4,8 milliards de dollars en 2004. Les recettes accrues, provenant surtout des services financiers, et la baisse des dépenses pour les services de gestion et de communication sont les principales raisons de la diminution de 1,4 milliard de dollars du déficit des services commerciaux en 2005.

En 2004, le Canada était la huitième destination de l'investissement étranger direct (IED) au monde, avec un stock qui totalisait 365,7 milliards de dollars, représentant 3,4 % du total à l'échelle mondiale. Les trois principales sources de l'IED au Canada étaient les États-Unis (65 %), le Royaume-Uni (8 %) et la France (7,6 %). Par ailleurs, le Canada était le neuvième investisseur étranger direct au monde, l'investissement canadien direct à l'étranger s'élevant à 445,1 milliards de dollars. Les trois principales destinations de l'investissement canadien étaient les États-Unis (43,5 %), le Royaume-Uni (9,9 %) et la Barbade (6,9 %). En 2005, l'investissement canadien direct aux États-Unis a augmenté de 15,5 milliards de dollars, mais a diminué de 3,3 milliards de dollars dans tous les autres pays réunis.

En 2005, l'IED au Canada a atteint 39,9 milliards de dollars, montant le plus élevé des quatre dernières années. Les États-Unis ont été la principale source de l'IED au Canada, et plus de la moitié de cet investissement a été fait dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques. En revanche, les flux d'investissement canadien à l'étranger, qui avaient bondi à 62 milliards de dollars

en 2004, ont accusé une forte baisse en 2005, tombant à 37,8 milliards de dollars. Sur le plan sectoriel, l'investissement canadien direct à l'étranger s'est concentré dans les secteurs de l'énergie et des minéraux métalliques ainsi que des finances et des assurances.

CONSULTATION DES CANADIENS ET SENSIBILISATION AU PROGRAMME COMMERCIAL DU CANADA

La consultation efficace des Canadiens est essentielle à l'élaboration et à la mise en œuvre de toute politique commerciale et de toute initiative importante au chapitre du commerce international. C'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a mis en place il y a longtemps un cadre de consultation publique et de sensibilisation visant à faire participer les Canadiens à l'élaboration des politiques et des initiatives en matière de commerce international. Par exemple, le Ministère a recours à un éventail de mécanismes de consultation permanents et spéciaux pour tenir compte des points de vue, des priorités et des intérêts de tous les citoyens canadiens, des provinces, des municipalités, de l'industrie, des organismes non gouvernementaux et des groupes de défense de l'intérêt public dans l'élaboration du programme du Canada en matière de commerce. Pour plus d'information, veuillez consulter le site Web <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/consult-fr.asp>.

Le Ministère accueille avec un intérêt particulier les observations provenant directement des exportateurs et des investisseurs canadiens concernant les obstacles auxquels ils se heurtent sur les marchés étrangers. Nous incitons les entreprises, les associations sectorielles et les autres organisations intéressées à communiquer au Ministère les renseignements qu'elles possèdent sur les obstacles tarifaires et non tarifaires ainsi que sur tout autre facteur qui gêne le commerce. Les gens d'affaires sont invités à signaler tout problème au service suivant (les renseignements communiqués seront strictement confidentiels) :

« Alerte aux obstacles étrangers au commerce et aux investissements »

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international – CSL

Édifice Lester B. Pearson

125, promenade Sussex

Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Télécopieur : (613) 944-7981

Courriel : Consultations@international.gc.ca